

Medicrèa international
Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

CABINET HENRI ROCHE
12, rue Germain
69006 Lyon
S.A.R.L. au capital de € 15.200

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG Audit
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marlus Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Medicrèa International

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Medicrèa International, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. **Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes C/6, C/7, et C/20 de l'annexe des comptes consolidés exposent les règles d'évaluation, de comptabilisation et de dépréciation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des impôts différés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes consolidés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon, le 29 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

CABINET HENRI ROCHE

ERNST & YOUNG Audit



Henri Roche



Lionel Denjean



**COMPTES ANNUELS CONSOLIDES
NORMES IFRS
AU 31 DECEMBRE 2012**

- ⇒ Bilan
- ⇒ Compte de résultat
- ⇒ Résultat global
- ⇒ Tableau de flux de trésorerie
- ⇒ Tableau de variation des capitaux propres
- ⇒ Notes sur les états financiers

BILAN

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2012	Total IFRS 31.12.2011
Ecart d'acquisition	1.1.3	2 419 861	2 419 861
Immobilisations incorporelles	1.1.2	3 615 211	3 622 869
Immobilisations corporelles	1.1.2	3 341 857	3 624 660
Immobilisations financières	1.1.2	348 665	362 747
Impôts différés	1.4	958 816	1 177 556
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		10 684 410	11 207 693
Stocks et en-cours	1.3	5 521 936	5 291 874
Clients et comptes rattachés	1.2	3 009 156	2 412 198
Autres actifs courants	1.2	1 434 943	1 899 411
Autres actifs financiers courants		15 334	10 162
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.5	1 446 102	1 446 974
TOTAL ACTIFS COURANTS		11 427 471	11 060 619
TOTAL ACTIF		22 111 881	22 268 312

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2012	Total IFRS 31.12.2011
Capital	1.6	1 353 281	1 320 212
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1.6	34 302 066	33 074 052
Reserves consolidées	1.6	(21 696 044)	(19 485 801)
Résultat Groupe de l'exercice	1.6	(1 151 067)	(2 394 797)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		12 808 236	12 513 666
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES		(63 182)	(6 526)
Avances conditionnées	1.7	700 612	798 612
Provisions non courantes	1.9	309 409	273 481
Impôts différés	1.4	150 557	130 757
Dettes financières long terme	1.8	2 696 423	2 216 915
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		3 857 001	3 419 765
Provisions courantes	1.9	202 244	136 645
Dettes financières court terme	1.8	1 573 278	1 890 725
Autres passifs financiers courants		9 111	31 470
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.10	2 252 132	3 129 291
Autres passifs courants	1.10	1 473 061	1 153 276
TOTAL PASSIFS COURANTS		5 509 826	6 341 407
TOTAL PASSIF		22 111 881	22 268 312

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

COMPTE DE RESULTAT

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2012	Total IFRS 31.12.2011
Chiffre d'affaires	1.12	20 679 816	19 055 477
Coût des ventes	1.13	(4 569 723)	(5 554 520)
Marge brute		16 110 093	13 500 957
Frais de recherche et développement		(1 326 393)	(1 307 151)
Frais de commercialisation		(8 485 408)	(8 132 499)
Commissions sur ventes		(2 307 572)	(1 991 274)
Frais administratifs		(4 144 121)	(4 014 085)
Autres produits et charges opérationnels	1.16	(377 892)	223 980
Résultat opérationnel avant paiements en actions		(531 293)	(1 720 072)
Charges de personnel liées aux paiements en actions		(262 296)	(444 193)
Résultat opérationnel après paiements en actions		(793 589)	(2 164 265)
Coût de l'endettement financier net	1.17	(171 113)	(201 307)
Autres (charges) / produits financiers	1.17	60 654	22 945
(Charges) / produits d'impôts	1.18	(303 675)	(61 521)
Résultat net consolidé		(1 207 723)	(2 404 148)
Résultat Groupe		(1 151 067)	(2 394 797)
Résultat hors Groupe		(56 656)	(9 351)
RESULTAT NET PAR ACTION	1.20	(0,14)	(0,30)
RESULTAT NET DILUÉ PAR ACTION	1.20	(0,13)	(0,29)

Résultat net par action et résultat net dilué par action calculés à partir du nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En Euros	Total IFRS 31.12.2012	Total IFRS 31.12.2011
Résultat Groupe	(1 151 067)	(2 394 797)
Ecartis de conversion	(75 137)	167 517
Résultat global total part du Groupe	(1 226 204)	(2 227 280)
Résultat hors Groupe	(56 656)	(9 351)
Résultat global total	(1 282 860)	(2 236 631)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En Euros	Total IFRS 31.12.2012	Total IFRS 31.12.2011
RESULTAT NET CONSOLIDÉ	(1 207 723)	(2 494 148)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 386 728	2 167 874
Provisions pour dépréciation	(55 695)	558 031
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	136 911	106 018
Charges de personnel liées aux actions	262 296	444 193
Variation d'impôts différés	338 540	75 518
Impôts sur le résultat	(433 829)	(245 775)
Coût de l'endettement financier net	171 113	201 307
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 498 341	903 018
Variation des stocks et en cours	(59 518)	(526 665)
Variation des créances clients	(599 280)	568 892
Variation des dettes fournisseurs et sur immobilisations	(877 159)	606 951
Variation des autres créances et autres dettes	658 926	(1 110 176)
TRESORERIE PROVENANT DU BFR	(877 031)	(460 998)
Impôts versés / remboursements d'impôts	245 775	278 818
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	867 085	720 838
Acquisitions d'immobilisations	(2 250 020)	(2 742 724)
Cessions d'immobilisations	60	589 317
Subventions reçues / (reversées)	(98 000)	357 274
Autres variations	14 082	(66 078)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(2 333 878)	(1 862 211)
Augmentation de capital	1 570 605	1 702 667
Emission d'emprunts	1 652 000	839 190
Remboursement d'emprunts	(1 124 562)	(1 429 465)
Autres variations	(63 007)	(12 487)
Intérêts versés	(167 611)	(179 763)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	1 877 425	915 142
Autres variations	(65 391)	(140 301)
Ecart de conversion relatif aux liquidités	(2 710)	14 657
VARIATION DE TRESORERIE	342 531	(351 875)
Trésorerie passive à l'ouverture	752 187	1 104 062
Trésorerie passive à la clôture	1 094 718	752 187
Trésorerie active à l'ouverture	1 446 974	1 569 709
Trésorerie active à la clôture	1 446 102	1 446 974
VARIATION DE TRESORERIE ACTIVE	(872)	(122 735)
Trésorerie passive à l'ouverture	(694 787)	(465 647)
Trésorerie passive à la clôture	(351 384)	(694 787)
VARIATION DE TRESORERIE PASSIVE	343 403	(229 140)
VARIATION DE TRESORERIE	342 531	(351 875)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En Euros	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Part des Minoritaires	Capitaux Propres Consolidés
CAPITAUX PROPRES - 31.12.2010	7 990 391	1 278 462	11 307 603	12 586 065	2 712	12 588 777
Augmentation de capital	260 933	41 750	1 660 917	1 702 667	-	1 702 667
Résultat global de l'exercice 2010			(2 227 280)	(2 227 280)	(9 351)	(2 236 631)
Stocks options et actions gratuites			444 193	444 193	-	444 193
Autres variations			8 021	8 021	117	8 138
CAPITAUX PROPRES - 31.12.2011	8 251 324	1 320 212	11 193 454	12 513 666	(6 526)	12 507 140
Augmentation de capital	206 681	73 099	1 224 155	1 257 228	-	1 257 228
Résultat global de l'exercice 2011			(1 226 204)	(1 226 204)	(56 656)	(1 282 860)
Stocks options et actions gratuites			262 296	262 296	-	262 296
Autres variations			1 254	1 326	-	1 254
CAPITAUX PROPRES - 31.12.2012	8 458 005	1 353 281	11 454 955	12 808 136	(63 182)	12 745 054

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2012

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes établis aux normes IFRS au 31 décembre 2012.

MEDICREA est cotée sur le marché Alternext de NYSE - Euronext Paris. Son activité est décrite dans le paragraphe ci dessous.

Les comptes annuels 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 19 mars 2013.

A/ ACTIVITE

Le Groupe fabrique et commercialise une gamme d'implants et d'instruments destinés à la chirurgie de la colonne vertébrale, adressant les marchés de la fusion et de la non fusion rachidienne, composée des produits suivants :

- un système de stabilisation et de fixation thoraco-lombaire, le PASSLP®, complété par deux innovations majeures lancées récemment, le PASS MIS® et le LIGAPASS®,
- une gamme de cages intersomatiques cervicales et lombaires,
- une gamme d'agrafes compressives JAWS®, pour la fixation cervicale et lombaire,
- une prothèse de disque cervical particulièrement innovante, la GRANVIA®C, ainsi qu'une version lombaire en cours de développement, la GRANVIA®L.

Le Groupe distribue ses produits dans environ vingt-cinq pays au travers d'un réseau de commercialisation constitué de sociétés et d'agents indépendants. Afin de mieux maîtriser son organisation de distribution, renforcer la portée des messages techniques et marketing à destination des établissements de santé et des chirurgiens, et conserver une part plus importante de sa marge brute, le Groupe dispose de trois filiales de commercialisation sur des marchés clés que sont les USA, la France et le Royaume-Uni.

L'activité s'articule autour des structures suivantes :

- MEDICREA INTERNATIONAL, siège du Groupe, basée à Neyron à proximité de Lyon, regroupe les activités de direction générale, de distribution à l'export, de marketing, de recherche et développement, de suivi des études cliniques et scientifiques, ainsi que les fonctions administratives et financières pour les différentes entités du Groupe.
- MEDICREA TECHNOLOGIES, basée à La Rochelle, assure la fabrication exclusive des implants et instruments rachidiens distribués par l'ensemble des sociétés du Groupe.
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK, basée à Cambridge, assure la distribution des produits du Groupe spécifiquement au Royaume Uni.
- MEDICREA USA, basée à New York, assure la distribution des produits du Groupe spécifiquement aux Etats-Unis.
- MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, basée à Neyron, assure la distribution des produits du Groupe en France, en Europe Francophone et dans les pays du pourtour méditerranéen.

B/ FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1. Marché et environnement

- ⇒ Fortes pressions sur les prix (hôpitaux), les conditions de remboursement (Sécurités Sociales et mutuelles) et les autorisations de mise sur le marché (FDA et autres organismes)
- ⇒ Réformes majeures des politiques de santé notamment en Europe, qui perturbent le fonctionnement du marché et gèlent les investissements
- ⇒ Très peu d'activité en regroupements et rachats d'entreprises, hormis sur des marchés ciblés et stratégiques comme la Chine

2. Distribution et activité

- ⇒ Chiffre d'affaires annuel de 20,7 millions d'euros en progression de 8,5 % par rapport à 2011
- ⇒ 50 % du chiffre d'affaires réalisé aux USA
- ⇒ Forte progression de la marge brute à 78 % du chiffre d'affaires, grâce au développement de l'activité aux USA et la poursuite de la baisse des coûts de fabrication
- ⇒ Abaissement du point mort d'exploitation au cours de l'exercice, s'établissant désormais à 5 millions d'euros de chiffre d'affaires par trimestre.

3. Lancement de nouveaux produits

- ⇒ Présentation de 6 nouvelles innovations lors des grands congrès internationaux visant à compléter la gamme, notamment un système thoraco-lombaire mini invasif permettant de manipuler et stabiliser les vertèbres à distance par un abord percutané (PASS MIS®), un système autorisant la fixation de tiges sur les vertèbres grâce à une technique de laçage souple plutôt qu'un ancrage traditionnel par vis ou crochets (LIGAPASS®), une prothèse de disque lombaire (GRANVIA®L), et un implant de corporéctomie radio transparent
- ⇒ Consécutivement aux homologations obtenues par la FDA, lancements du PASS MIS® et du LIGAPASS® sur le marché américain
- ⇒ Le Groupe dispose désormais d'une plateforme technologique étendue permettant de traiter l'essentiel des affections dégénératives de la colonne vertébrale

4. Recherche et développement

- ⇒ Propriété intellectuelle : dépôt de 2 brevets en France, 1 aux USA et dépôts de 2 PCT suite à des rapports de recherche favorables
- ⇒ Poursuite du pré-lancement de 4 produits qui intégreront la gamme et seront commercialisés sur le 1^{er} semestre 2013 dont la plaque lombaire STABOLT®
- ⇒ Préparation de la mise sur le marché début 2013 d'une nouvelle gamme destinée aux indications dégénératives de la colonne lombaire par voie antérieure
- ⇒ Misé en route de 2 nouvelles études cliniques, la première de type multicentrique à l'échelon européen (10 centres dans 6 pays) portant sur la prothèse de disque cervical GRANVIA®C, et la seconde sur les déformations de l'adulte portant sur le système thoraco-lombaire PASSLP®.

5. Organisation

⇒ Poursuite de la réorganisation et du déploiement des équipes commerciales au sein de MEDICREA USA

6. Financement

⇒ Poursuite du partenariat avec OSEO en vue d'obtenir de nouvelles avances remboursables pour le développement de produits innovants

⇒ Emission d'un emprunt obligataire de 545 000 euros pour renforcer la trésorerie du Groupe

⇒ Mises en place d'emprunts moyen terme pour un total d'environ 1 million d'euros pour financer le développement et le besoin en fonds de roulement.

C/ PRINCIPES COMPTABLES

1. Référentiel comptable

Les états financiers du Groupe MEDICREA au 31 décembre 2012 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces normes comprennent les IAS (International Accounting Standards), les IFRS (International Financial Reporting Standards), et les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) et IFRIC (International Financial Interpretation Committee) s'y rapportant.

Les comptes annuels sont établis selon le respect du principe de continuité d'exploitation qui s'apprécie au regard de la capacité du Groupe au cours des 12 prochains mois à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières en générant une capacité d'auto-financement positive.

Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2012 (notamment l'amendement IFRS 7) ne sont pas applicables, ou n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés. Le groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne avant la date de clôture et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date.

Le groupe ne s'attend pas à ce que les autres normes, interprétations et amendements, publiés par l'IASB, mais non encore approuvés au niveau européen, notamment les nouvelles normes liées à la consolidation (IFRS 10, 11 et 12, IAS 27R et 28R) et la norme IFRS 13 sur l'évaluation à la juste valeur des actifs non financiers, aient une incidence significative sur ses états financiers des prochains exercices.

2. Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe, arrêtés au 31 décembre 2012. Toutes les participations significatives dans lesquelles le Groupe MEDICREA assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés consolidées au 31 décembre 2012 sont détaillées au paragraphe G, « Evolution du périmètre de consolidation ».

3. Méthode de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères du Groupe MEDICREA sont convertis en euros selon les principes suivants :

- les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de la période,
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen de la période,
- les écarts résultant de ces méthodes de conversion sont comptabilisés en capitaux propres, en écart de conversion.

4. Elimination des opérations réciproques et intra-groupe

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissement et dépréciation d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

5. Recours à des estimations de la direction

La préparation des comptes consolidés nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur les actifs et passifs figurant au bilan et mentionnés dans les notes annexes ainsi que sur les charges et produits du compte de résultat (principalement brevets, écarts d'acquisition, provisions pour passifs courants et non courants, récupération des déficits reportables, valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stocks-options et actions gratuites). Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

La crise économique accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 31 décembre 2012, après prise en compte des événements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10.

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels (y compris brevets et écarts d'acquisition) est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en charges d'exploitation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs ou de leur cession éventuelle.

6. Ecarts d'acquisition ou goodwill

Lors d'un regroupement d'entreprises, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et enregistrés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

En application de la norme IAS 36, les goodwill, qui ne sont pas amortis, font l'objet de tests de valeur, dès apparition d'indice de perte de valeur et au minimum une fois par an. Ces tests de valeur sont effectués en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

Pour ces tests, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT a été identifiée.

7. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et de développement, les brevets et marques et les logiciels.

Les frais de recherche et de développement lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais actifs reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par type et par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.

En 2006, MEDICREA a acquis l'ensemble des brevets relatifs aux systèmes d'implants orthopédiques pour la colonne vertébrale (principalement PASS@med) auprès des chirurgiens concepteurs, moyennant un paiement global et forfaitaire, lui conférant ainsi l'utilisation exclusive de ceux-ci sans limite de durée. Lors du passage aux IFRS, et en application de la norme IAS 38, le plan d'amortissement de ces brevets a été révisé. Le Groupe a utilisé une méthode prospective en amortissant les brevets à compter de 2008 sur la base de la valeur résiduelle sur une durée totale de 10 ans qui correspond également à la durée restante de leur protection juridique.

Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à trois ans.

8. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables,
- de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue,
- de toutes les remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les durées d'amortissement appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis
- les agencements et les aménagements des terrains sont amortis sur 15 ans
- le matériel industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 3 et 10 ans
- l'outillage industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 2 et 3 ans
- les installations techniques sont amorties sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 5 et 10 ans
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que le matériel de bureau et informatique, et le mobilier sont amorties sur des durées d'utilité comprises entre 2 et 10 ans.

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien, sont comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour les valeurs d'origine du contrat, et donc par comptabilisation d'un actif amortissable et d'une dette financière. La qualification des contrats s'apprécie au regard de la norme IAS 17. Les biens concernés sont composés de divers équipements industriels utilisés pour la fabrication des implants et des ancillaires dans l'usine de La Rochelle.

Les biens sous contrat de locations financières (principalement du matériel informatique, de vidéo surveillance et de contrôle d'accès), utilisés sur leur durée de vie totale et dont le montant de la location couvre le prix des actifs financés sont également, en application de la norme IAS 17, comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit.

Les ancillaires qui font partie des kits mis à disposition des hôpitaux et cliniques clients jusqu'à leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence, sont amortis sur une durée de trois ans.

9. Actifs financiers non courants

Ils sont constitués essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur valeur non significative. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

10. Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche. Les stocks de produits finis et semi finis sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation. Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

11. Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe un risque de non recouvrement. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque.

Le Groupe mobilise, en fonction des besoins de trésorerie, ses créances clients par le recours au factoring. Les factures faisant l'objet d'un financement sont maintenues en créances clients.

12. Trésorerie et équivalents

Ce poste est constitué des liquidités en banque, des fonds de caisse et des valeurs mobilières de placement répondant aux critères IFRS de classification en équivalents de trésorerie.

Ces dernières sont constituées principalement de Sicav monétaires et de trésorerie détenues dans l'optique d'être rédées à court terme, ou en garantie de financements obtenus par ailleurs. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces placements est inférieure à la valeur d'achat.

Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

13. Opérations en monnaies étrangères

Les opérations libellées en devises sont converties à leur contre valeur en euros à la date de l'opération. À la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges (en résultat opérationnel ou en autres charges et produits financiers suivant la nature de la transaction concernée).

14. Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Les instruments financiers sont présentés dans différentes rubriques du bilan. En application de la norme IAS 39, les instruments financiers sont affectés à 5 catégories qui ne correspondent pas à des rubriques du bilan IFRS. L'affectation détermine les règles de comptabilisation et d'évaluation applicables, décrites ci après :

- **placements détenus jusqu'à l'échéance** : aucun instrument de valeur significative ne répond à ce jour à cette définition.
- **actifs désignés en tant que juste valeur par le résultat** : cette rubrique concerne les placements de trésorerie éventuels dont les variations de juste valeur sont constatées en résultat.
- **actifs et passifs constatés au coût amorti** : cette rubrique comprend essentiellement les dépôts et cautionnements, prêts au personnel, créances clients, dettes fournisseurs et dettes financières. Ces actifs et passifs sont comptabilisés au bilan à l'origine à leur juste valeur, qui est en pratique proche de la valeur nominale contractuelle. Ils sont évalués au coût amorti et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur.
- **actifs disponibles à la vente** : aucun instrument détenu ne répond à cette définition.
- **instruments dérivés** : Le Groupe est amené à utiliser des instruments financiers de couverture afin de limiter son exposition aux risques. Il s'agit essentiellement d'instruments de couverture de change et de taux, tels les opérations de change à terme, les options de change à primes, les CAP de taux d'intérêt. L'essentiel des encours au 31 décembre 2012 couvre des flux.

Le Groupe n'ayant pas mis en place la documentation permettant de démontrer l'efficacité de ces couvertures au sens d'IAS 39, la contrepartie des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est constatée directement en autres produits et charges financiers et les instruments dérivés sont présentés parmi les autres actifs courants ou les autres passifs courants.

15. Provisions et passifs éventuels

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un élément passé, existant indépendamment d'actions futures, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et si le montant de l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an ne sont actualisées que si l'impact est significatif.

16. Information sectorielle et géographique

Le Groupe MEDICREA réalise l'essentiel de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle qui est la zone géographique, en utilisant le reporting par zones comme outil d'analyse. L'axe géographique correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.

Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France et Europe Francophone
- USA
- Royaume Uni
- Reste du monde (y compris Europe non Francophone)

17. Produits de l'activité

Conformément à la norme IAS 18, les produits de l'activité sont enregistrés nets de rabais, remises, ristournes, avoirs, et escomptes. Les produits sont comptabilisés dès lors que :

- il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe
- leur montant peut être estimé de façon fiable
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, soit le plus souvent lors de l'expédition des produits. Dans certains cas très spécifiques, lorsque le Groupe livre directement certains établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt. Ils ne sont donc pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

18. Redevances

Les redevances versées aux titulaires des brevets sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisés dans d'autres applications médicales sont enregistrées en produits d'exploitation.

19. Résultat opérationnel

L'indicateur de performance utilisé par le Groupe est le résultat opérationnel. Il comprend le résultat des activités courantes du Groupe ainsi que les autres produits et charges opérationnels composés des éléments inhabituels, non récurrents et significatifs et du résultat de change sur les transactions commerciales.

20. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à l'IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Le crédit d'impôt recherche est présenté en diminution des frais de recherche et de développement par type de frais.

21. Avantages accordés au personnel et paiement en actions

21.1. Régime de retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à la comptabilisation de provisions dans les comptes du Groupe, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Conformément à la norme IAS 19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetées à partir de paramètres propres à chaque salarié (âge, catégorie socioprofessionnelle), et d'hypothèses spécifiques à l'entreprise (convention collective, taux de rotation du personnel, projection de salaires futurs, table de mortalité). Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2012 sont décrites au point 3 du paragraphe J, « Autres Informations ».

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des régimes de retraites et autres engagements postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat d'exploitation. Le Groupe a opté pour la constatation immédiate en résultat des écarts actuariels. Il n'existe pas de coûts des services passés. L'engagement est constaté au bilan en passifs non courants. Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes.

21.2. Paiements fondés sur des actions

Des stocks-options et des actions gratuites sont attribuées aux salariés des sociétés du Groupe

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits en tenant compte des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options et de la volatilité.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

La description des plans existants, l'évolution du nombre d'instruments en circulation ainsi que l'impact comptable des instruments attribués sont décrits au point 4 du paragraphe J, « Autres informations ».

22. Autres produits et charges opérationnels

Les autres charges et produits opérationnels correspondent à des produits et charges inhabituels, peu fréquents et de montants habituellement peu significatifs.

23. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement financier brut (intérêts sur emprunts, intérêts sur contrats de location financement et de location financière, commissions et agios bancaires) diminué des produits de placements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

24. Droit individuel à la formation (DIF)

Seules les dépenses de formation effectivement engagées au titre du droit individuel à la formation, suite à une décision mutuelle entre le salarié et le Groupe sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- en cas de désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et le Groupe, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation auprès du Fongecif.
- en cas de démission ou de licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

Une information sur les droits acquis par les salariés est communiquée au point 1 du paragraphe J, « Autres informations ». L'évaluation est exprimée en nombre d'heures, en tenant compte de la prise d'effet du dispositif du droit individuel à la formation.

25. Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation composant le capital social pendant l'exercice, après déduction des actions propres.

Le résultat dilué par action correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions
- les attributions gratuites d'actions
- le nombre d'actions auto détenues à la date d'arrêt de l'exercice
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société

26. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalent de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

D/ CHANGEMENT D'ESTIMATION AYANT UN EFFET SIGNIFICATIF SUR LA PERIODE

Aucun élément significatif n'est à signaler.

E/ EMISSION, RACHAT ET REMBOURSEMENT DE TITRES D'EMPRUNT ET DE CAPITAUX PROPRES

Le Groupe a souscrit les emprunts suivants en 2012 :

- 150 000 euros à taux variable auprès d'OSEO sur une durée de 6 ans, pour financer son développement à l'international,
- 800 000 euros à taux fixe auprès d'un organisme bancaire sur une durée de 4 ans, pour financer son besoin en fonds de roulement,
- 545 000 euros par l'émission d'obligations à taux fixe sur une durée de 3 ans.

Fin 2011, une augmentation de capital d'un montant d'environ 2,4 millions d'euros sous forme d'actions à bons de souscriptions d'actions a renforcé les fonds propres du Groupe. 106 361 bons de souscription d'actions ont été exercés sur la période janvier 2012 - avril 2012 pour la somme de 548 823 euros. Voir point 6.1 du paragraphe I, « capital social ».

F/ DIVIDENDES PAYES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

G/ EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe), MEDICREA TECHNOLOGIES, MEDICREA TECHNOLOGIES UK, MEDICREA USA et MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 31 décembre 2012 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	Siège social	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
MEDICREA TECHNOLOGIES	La Rochelle, FR	100 %	100 %
MEDICREA TECHNOLOGIES UK	Swaffham Bulbeck, UK	100 %	100 %
MEDICREA USA	Wilmington, Delaware, USA	100 %	100 %
MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE	Neyrou, FR	70 %	70 %

Ces pourcentages sont sans changement par rapport à l'exercice précédent. Toutes les filiales sont consolidées par intégration globale.

H/ INCIDENCES DES VARIATIONS DE CHANGE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT DU GROUPE

A taux de change identique par rapport à l'exercice précédent, le chiffre d'affaires de l'exercice 2012 se serait élevé à 20 millions d'euros. L'impact des variations de change sur le résultat net consolidé 2012 n'est pas significatif.

I/ EXPLICATIONS DES COMPTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS

BILAN

1. Immobilisations

1.1 Immobilisations et amortissements relatifs aux trois derniers exercices

Les immobilisations se décomposent comme suit :

Immobilisations – En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Frais de recherche & développement	4 348 519	3 505 420	2 638 735
Brevets et droits similaires	3 158 822	3 011 153	2 840 096
Licences, logiciels	181 317	185 230	179 575
Marques	25 133	25 133	25 133
Immobilisations incorporelles	7 713 791	6 726 936	5 683 539
Terrains	-	-	61 191
Constructions	1 050	-	786 982
Installations techniques	2 554 967	2 368 159	1 964 598
Matériel de démonstration	548 659	431 170	503 834
Kits d'instruments	3 426 878	3 232 614	2 767 430
Matériel informatique et bureau	677 299	668 603	455 635
Autres immobilisations	1 109 694	1 063 255	949 845
Immobilisations corporelles	8 318 547	7 763 801	7 489 515
Dépôts et cautionnements	195 115	309 197	142 039
SICAV pour séquestre	153 550	153 550	153 550
Immobilisations financières	348 665	362 747	295 589
Total valeurs brutes	16 381 003	14 853 484	13 468 643

Amortissements et provisions – En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Amortissements immobilisations incorporelles	4 098 580	3 104 067	2 258 247
Amortissements immobilisations corporelles	4 965 690	4 139 141	3 810 267
Dépréciations immobilisations corporelles	11 000	-	-
Total amortissements et provisions	9 075 270	7 243 208	6 069 014
Total valeurs nettes	7 305 733	7 610 276	7 399 629

Sur une période de 3 années, les variations des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes – En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Au 1^{er} janvier	7 610 276	7 399 629	6 217 513
Investissements de la période	1 640 204	2 843 888	2 628 987
Cessions de la période	(112 686)	(1 459 047)	(256 258)
Dotations aux amortissements et provisions	(1 832 061)	(1 174 194)	(1 190 813)
Au 31 décembre	7 305 733	7 610 276	7 399 629

1.2 Variation des immobilisations et amortissements au cours de 2012

La variation des immobilisations hors écart d'acquisition se présente comme suit :

En Euros Valeurs brutes	01.01.2012	Variation taux de change	Acquisitions	Cessions	31.12.2012
Frais de recherche & développement	3 505 420	-	845 432	2 333	4 348 519
Brevets et droits similaires	3 011 153	-	147 669	-	3 158 822
Licences, logiciels	183 230	679	13 293	17 885	181 317
Marques	25 133	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	6 726 936	679	1 006 394	20 218	7 713 791
Constructions	-	-	1 050	-	1 050
Installations techniques	2 368 159	(178)	188 697	1 711	2 554 967
Matériel de démonstration	431 170	(5 253)	139 837	17 095	548 659
Kits d'instruments	3 232 614	(20 906)	805 394	590 224	3 426 878
Matériel informatique et bureau	665 603	(148)	48 841	39 097	677 299
Autres immobilisations	1 063 255	(3 449)	39 807	9 920	1 109 693
Immobilisations corporelles	7 763 801	(29 934)	1 243 626	689 947	8 318 546
Dépôts et cautionnements	209 497	(1 627)	11 290	23 745	495 115
Placements en séquestre	153 550	-	-	-	153 550
Immobilisations financières	362 747	(1 627)	11 290	23 745	348 665
Total valeurs brutes	14 853 484	(30 882)	2 261 310	702 910	16 381 002

En Euros Amortissements	01.01.2012	Variation taux de change	Dotations	Reprises	31.12.2012
Frais de recherche & développement	1 460 810	-	716 818	-	2 177 628
Brevets et droits similaires	1 488 007	-	260 682	-	1 748 689
Licences, logiciels	138 143	10	32 567	17 885	152 835
Marques	17 107	-	2 321	-	19 428
Immobilisations incorporelles	3 104 067	10	1 012 388	17 885	4 098 580
Constructions	-	-	22	-	22
Installations techniques	1 604 502	(143)	144 058	1 711	1 746 706
Matériel de démonstration	156 352	(3 795)	188 584	12 596	328 545
Kits d'instruments	1 673 628	(17 856)	740 919	468 161	1 928 530
Matériel informatique et bureau	504 808	(258)	133 316	39 560	398 306
Autres immobilisations	399 851	(1 431)	167 441	2 281	563 580
Immobilisations corporelles	4 139 141	(23 483)	1 374 340	524 309	4 965 689
Total amortissements	7 243 208	(23 473)	2 386 728	542 194	9 064 269

En Euros Dépréciations	01.01.2012	Variation taux de change	Augmentations	Diminutions	31.12.2012
Installations techniques	-	-	11 000	-	11 000
Immobilisations corporelles	-	-	11 000	-	11 000
Total dépréciations	-	-	11 000	-	11 000

En Euros Valeurs nettes	01.01.2012	Variation taux de change	Augmentations	Diminutions	31.12.2012
Immobilisations incorporelles	3 622 869	669	(5 994)	2 333	3 615 211
Immobilisations corporelles	3 624 660	(6 451)	(141 714)	134 638	3 341 857
Immobilisations financières	362 747	(1 627)	11 290	23 745	348 665
Total valeurs nettes	7 610 276	(7 409)	(136 418)	160 716	7 305 733

Les coûts de recherche et développement se rapportant à des projets individualisés et ayant de très sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont inscrits en actifs incorporels et amortis sur 5 ans.

L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante. Les principaux frais engagés en 2012 concernent :

- la gamme PASSLP® avec le lancement d'une version mini-invasive, implantable en percutané (PASS MIS®), et d'un système d'ancrage aux vertèbres par ligaments souples (LIGAPASS®),
- la prothèse de disque cervical GRANVIA®C et le développement de la version lombaire (GRANVIA®L).

Le montant des frais de R&D capitalisés au titre de l'exercice 2012 s'élève à 845 432 euros contre 866 685 euros en 2011. Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice après imputation du crédit impôt recherche s'élève à 1 326 393 euros (1 307 151 euros en 2011) y compris 716 818 euros de dotation aux amortissements concernant les frais de recherche activés (568 785 euros en 2011).

L'augmentation des dépenses de brevets en 2012 concerne principalement le système de fixation thoraco-lombaire et ses extensions ainsi que les prothèses de non fusion de la gamme GRANVIA®.

La diminution du poste licences et logiciels correspond à des mises au rebut d'actifs totalement amortis.

L'augmentation des installations techniques résulte principalement de l'achat d'un centre d'usinage destiné à améliorer la capacité de production de l'usine de La Rochelle, ainsi que de moules industriels.

Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisés par la force commerciale pour former les clients et prospects aux manipulations des implants et instruments fabriqués par le Groupe.

Le nombre de kits consignés auprès des hôpitaux et cliniques continue d'augmenter sur l'exercice 2012, notamment avec le développement de l'activité dans de nouveaux pays et l'approvisionnement en nouveaux produits. Ces kits sont composés d'instruments et d'implants. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amortis sur une durée de 3 ans.

Les cessions de matériel informatique et de bureau correspondent à des mises au rebut d'actifs totalement amortis, remplacés la plupart du temps par du matériel neuf et plus performant.

Le poste autres immobilisations augmente sous l'effet de l'acquisition d'installations et d'agencements dans le cadre de l'aménagement du siège du Groupe et de la filiale de production.

Les diminutions des dépôts et cautionnements font suite au remboursement des sommes versées en garantie du paiement des loyers relatifs aux anciens locaux occupés par le siège social.

1.3 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition restent inchangés sur l'exercice et concernent principalement la société MEDICREA TECHNOLOGIES à La Rochelle acquise en 2002 à l'issue d'un LBO. En application de la norme IAS 36, ces écarts ne sont plus amortis depuis l'exercice 2008, et font l'objet de tests de dépréciation effectués au moins à chaque clôture d'exercice en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

1.4 Contrats de location

1.4.1 Locations financement et locations financières

Les immobilisations acquises par voie de location financement concernent des installations techniques, des matériels et outillages et des équipements informatiques et de surveillance. Elles s'élèvent en valeur nette à 704 745 euros au 31 décembre 2012 contre 727 841 euros au 31 décembre 2011 et se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Terrain	-	-	40 000
Constructions	-	-	710 000
Installations techniques et matériels	1 492 237	1 335 237	1 035 182
Equipements informatiques et de surveillance	285 784	304 968	380 860
Total valeurs brutes	1 778 021	1 640 205	2 166 042
Amortissement des constructions	-	-	284 000
Amortissement des installations	850 253	764 047	709 537
Amortissements équipements informatiques	223 023	148 317	163 262
Total amortissements	1 073 276	912 364	1 156 799
Total valeurs nettes	704 745	727 841	1 009 243

La dette financière correspondant aux actifs financés par ces contrats est de 521 253 euros au 31 décembre 2012 contre 580 543 euros au 31 décembre 2011.

Les engagements de location financement et de locations financières s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Valeur d'origine	1 778 021	1 640 205	2 166 042
Amortissement	(1 073 276)	(912 364)	(1 025 861)
Dont déduction aux amortissements de l'exercice	(180 096)	(177 550)	(131 718)
Valeur nette	704 745	727 841	1 009 243
Redevances payées			
Cumul sur exercices antérieurs (1)	1 143 537	999 152	1 497 056
Redevances de l'exercice (1)	237 367	165 101	200 551
Total	1 380 904	1 164 253	1 697 607
Redevances restant à payer			
A un an ou plus	224 768	328 835	210 250
Entre 1 et 5 ans	331 032	394 573	543 198
Au-delà de 5 ans	-	-	60 393
Total	556 700	723 408	813 841
Valeurs résiduelles	6 429	4 859	1 858

(1) A compter de l'exercice 2011, cumul sur exercices antérieurs et redevances de l'exercice ne concernent que les redevances payées au titre des contrats toujours en cours à la clôture de l'exercice.

1.4.2 Locations simples

Les locations simples concernent principalement les loyers afférents aux bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité.

En juin 2010, le Groupe a transféré son siège social dans de nouveaux locaux, loués suivant un bail commercial classique de neuf années pour un loyer annuel de 199 806 euros hors taxes.

Les bâtiments exploités à La Rochelle sont également loués pour un loyer annuel de 140 400 euros hors taxe. MEDICREA USA est installée dans des locaux à New York moyennant un loyer annuel de 334 700 USD. Le loyer annuel des installations occupées par la filiale anglaise à proximité de Cambridge s'élève à 10 200 GBP.

Les engagements de location simple à venir se résument comme suit, hors locations financières enregistrées en immobilisations corporelles :

En Euros	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Loyers immobiliers et matériels	655 085	979 791	-	1 634 876

2. Créances clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres actifs courants s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Créances clients – valeur brute	3 108 073	2 508 793	3 077 685
Provision sur créances douteuses	(98 917)	(96 595)	(94 344)
Créances clients	3 009 156	2 412 198	2 983 341
Créances sociales	16 373	93 507	33 255
Créances fiscales	878 560	817 820	644 822
Autres créances	122 044	809 576	139 573
Charges constatées d'avance	417 966	178 508	347 319
Autres actifs courants	1 434 943	1 899 411	1 164 949
Total créances – valeurs brutes	4 543 016	4 408 204	4 246 634
Total créances – valeurs nettes	4 444 099	4 311 609	4 148 290

L'augmentation du solde clients par rapport au 31 décembre 2011 est liée à la progression de l'activité sur le 4^{ème} trimestre (+19 %), et la détérioration temporaire des délais d'encaissement des créances principalement auprès des hôpitaux.

Les créances clients dont l'espérance de recouvrement est fortement improbable font l'objet d'une provision pour dépréciation pour leur montant intégral hors TVA.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit d'impôt recherche et de la TVA à récupérer, en augmentation par rapport au 31 décembre 2011.

A la clôture de l'exercice précédent, les autres créances comprenaient un produit à recevoir de 350 000 euros consécutif à la résolution d'un litige sur brevets, et 313 000 euros de bons de souscription d'actions exercés dans le cadre d'une augmentation de capital, et encaissés sur janvier 2012.

L'augmentation des charges constatées d'avance s'explique par la prise en compte des loyers du 1^{er} trimestre 2013 concernant le siège social et sa filiale de production.

3. Stocks et en-cours

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Matières premières	258 346	281 548	181 049
En-cours de production	383 385	419 334	602 100
Produits semi-finis	312 118	505 399	553 884
Produits finis	6 049 959	5 737 995	5 080 572
Valeurs brutes	7 003 788	6 944 270	6 417 605
Provision pour dépréciation	(1 481 852)	(1 652 396)	(1 192 716)
Valeurs nettes	5 521 936	5 291 874	5 224 889

Malgré l'augmentation significative des stocks d'évaluation liée aux pré-lancements commerciaux des nouveaux produits, le stock total en valeur brute reste stable par rapport à l'exercice précédent, conséquences des premières améliorations visant à raccourcir les délais de production, et à optimiser les taux d'utilisation des implants dans les kits mis à disposition des établissements de santé.

Les provisions pour dépréciation par catégorie de stocks se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Matières premières	21 069	30 250	11 886
En-cours de production	-	-	4 208
Produits semi-finis	45 436	175 443	-
Produits finis	1 415 347	1 446 703	1 176 622
Provisions pour dépréciation	1 481 852	1 652 396	1 192 716

La diminution des provisions résulte principalement de la destruction de produits semi-finis et finis obsolètes antérieurement dépréciés pour leur totalité. L'ensemble des références de la gamme PASSMED®, version précédente du système de fixation thoraco-lombaire PASSLP®, est désormais totalement dépréciée.

4. Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Déficits fiscaux reportables	1 157 240	1 398 412	1 389 546
Différences temporaires fiscales	-	-	1 014
Retraitements de consolidation	(178 424)	(220 856)	(139 232)
Total impôts différés actifs	958 816	1 177 556	1 251 328
Différences temporaires fiscales	24 329	19 431	-
Retraitements de consolidation	126 228	111 326	129 011
Total impôts différés passifs	150 557	130 757	129 011

Le Groupe comptabilise des impôts différés actifs sur les pertes fiscales reportables dans la mesure où celles-ci sont récupérables dans un horizon de 5 ans au plus.

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent ainsi à ne pas activer les déficits fiscaux générés par les filiales françaises intégrées fiscalement.

Par ailleurs, sur ce même périmètre, les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs.

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élève à 6,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 dont 5,3 millions de pertes reportables non constatées et 1,5 millions liés à des retraitements de consolidation.

Les mouvements intervenus sur les impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2012
Déficits fiscaux reportables au 1 ^{er} janvier 2012	1 398 412
Utilisation pertes reportables - MEDICREA USA	(213 368)
Désactivation déficits reportables - MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE	(47 804)
Déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2012	1 137 240

Les pertes reportables de l'exercice relatives à la filiale MEDICREA TECHNOLOGIES UK n'ont pas été activées au 31 décembre 2012.

5. Position de trésorerie

La trésorerie nette évolue comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Disponibilités	1 357 223	1 389 618	1 513 908
Valeurs mobilières de placement	58 879	57 356	55 801
Trésorerie et équivalents	1 416 102	1 446 974	1 569 709
Concours bancaires courants	(240 099)	(565 181)	(195 710)
Factoring	(111 285)	(129 606)	(269 937)
Trésorerie nette	1 064 718	752 187	1 104 062

La trésorerie nette au 31 décembre 2011 intégrait 1,4 million d'euros d'encaissement dans le cadre de l'augmentation de capital lancée au cours du dernier trimestre. En 2012, l'emprunt moyen terme de 800 000 euros souscrit en décembre a permis de diminuer le recours aux découverts bancaires.

6. Capitaux propres

6.1 Capital

Suite aux opérations réalisées sur le capital au cours de l'exercice 2012, le capital social est composé de 8 458 005 actions au 31 décembre 2012 d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 1 353 280,80 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Nombre d'actions autorisées	8 458 005	8 251 324	7 990 391
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	8 458 005	8 190 591	7 990 391
Nombre d'actions non encore libérées	-	60 733	-
Valeur nominale en euros	0,16	0,16	0,16
Nombre d'actions en circulation en fin de période	8 458 005	8 251 324	7 990 391
Nombre d'actions à droit de vote double	2 750 802	2 362 641	2 476 375
Nombre d'actions détenues en auto-contrôle	-	-	-
Nombre d'actions détenues en auto-détention	-	2 419	2 419

Les opérations intervenues sur le capital de la société MEDICREA INTERNATIONAL sur la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012 se résument comme suit :

- Au 1er janvier 2012, le capital social était composé de 8 251 324 actions dont 60 733 d'entre elles étaient non encore libérées et non constatées juridiquement
- Le 29 mars 2012, après constatation de 60 733 actions et émission de 86 528 actions issues de l'exercice de bons de souscription d'actions, le capital social est constitué de 8 337 852 actions pour un montant de 1 334 056,32 euros.
- Le Conseil d'Administration du 14 juin 2012 a constaté l'exercice de 19 833 bons de souscription d'actions supplémentaires portant le capital social à 8 357 685 actions pour un montant de 1 337 229,60 euros.
- Le 18 juin 2012, après émission de 24 120 actions nouvelles correspondant à la livraison aux salariés des actions attribuées gratuitement par le Conseil d'Administration du 17 juin 2010, le capital social est porté à 8 381 805 actions pour un montant de 1 341 088,80 euros.
- Le 9 Août 2012, le capital social est porté à 1 353 280,80 euros composé de 8 458 005 actions, suite à l'émission de 76 200 actions nouvelles au prix de 10 euros (dont 9,84 euros de prime d'émission) dans le cadre d'un placement privé.

6.2 Stock-options et actions gratuites

Faisant suite aux précédentes autorisations données par l'Assemblée Générale du 25 juin 2009 et arrivées à expiration au cours de l'exercice 2012, le 14 juin 2012, l'Assemblée Générale a autorisé le Conseil d'Administration à attribuer au profit des salariés des sociétés du Groupe ou de certains d'entre eux d'une part, des options donnant droit soit à la souscription d'actions nouvelles de MEDICREA INTERNATIONAL soit à l'achat d'actions acquises par la société MEDICREA INTERNATIONAL dans les conditions légales, et d'autre part des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société. Cette autorisation a été donnée pour une durée de 26 mois à compter de l'Assemblée Générale du 14 Juin 2012. Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de cette délégation au cours de l'exercice 2012 et par conséquent aucune action gratuite et aucune stock option n'ont été attribuées en 2012.

En cumul, compte tenu des départs de salariés intervenus au cours des exercices 2008 à 2012, le nombre d'actions gratuites et de stocks options attribuées aux salariés s'élèvent respectivement à 105 348 (dont 70 983 actions ont été livrées) et 304 482 au 31 décembre 2012.

En juin 2012, il a été procédé à la livraison aux salariés de 26 539 actions qui avaient été attribuées gratuitement par le conseil d'administration dont :

- 24 120 par émission d'actions nouvelles, attribuées aux salariés français en 2010
- 2 419 par transfert des actions auto-détenues par la société, attribuées aux salariés américains en 2008

La valorisation des avantages octroyés aux salariés sur des paiements fondés en actions conformément à la norme IFRS 2, est détaillée au point 4 du paragraphe J, « Autres informations ».

6.3 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée dans la présentation des états financiers au 31 décembre 2012. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 31 décembre 2012.

7. Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par OSEO d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables. Leur variation par rapport à l'exercice 2011 résulte des plans de remboursement en cours.

8. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Emprunt obligataire	545 000	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 791 129	2 739 401	3 119 766
Crédit bail	850 607	420 292	583 340
Locations financières	66 646	160 251	231 913
Concours bancaires courants	240 099	565 181	193 710
Factoring	111 285	129 606	269 937
Intérêts courus bancaires	6 976	8 748	8 557
Intérêts courus sur emprunts	19 279	18 991	10 660
Autres dettes financières	34 730	65 170	80 972
Total	4 269 701	4 107 640	4 481 055

Au 31 décembre 2012, l'ensemble des dettes financières est contractée en euros.

MEDICREA INTERNATIONAL a émis en 2012 un emprunt obligataire de 545 000 euros, remboursable en 2014 et rémunéré à taux fixe, pour renforcer sa trésorerie.

L'évolution du solde des emprunts auprès des établissements de crédit est liée aux remboursements effectués en 2012 dans le cadre des plans d'amortissement existants, et à la souscription de deux nouveaux prêts sur la période :

- un premier de 150 000 euros en juin 2012, auprès d'OSEO, à taux fixe sur une durée de 6 ans, destiné au développement international du Groupe,
- un second de 800 000 euros en décembre 2012, auprès d'un organisme bancaire, à taux fixe sur une durée de 4 ans, dans le cadre du financement du besoin en fonds de roulement.

Les en-cours liés aux locations financières diminuent fortement, l'essentiel des contrats entrant dans leur dernière année d'existence.

Les concours bancaires courants diminuent sensiblement par rapport à l'exercice précédent consécutivement à la souscription d'emprunts moyen terme (voir ci-dessus).

Les autres dettes financières sont essentiellement constituées d'une assurance prospection Coface mise en place dans le cadre du développement sur le marché algérien et remboursé pour moitié en 2012, le solde étant remboursable en 2013.

Par nature de taux, les emprunts auprès des établissements de crédit se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Emprunts à taux fixe	2 232 905	723 295	1 017 966
Emprunts à taux variable	1 103 234	2 012 106	2 101 800
Total	3 336 129	2 739 401	3 119 766

Les deux emprunts à moyen terme à taux variable d'un montant initial de 1,125 millions d'euros chacun souscrits en 2009 et 2010 font l'objet d'une couverture de taux.

Le taux d'intérêt moyen de l'exercice 2012 s'est établi à 5,72 % contre 5,80 % au titre de 2011. Cette évolution s'explique notamment par la baisse de l'Euribor 3 mois sur la période, et la souscription en 2012 d'emprunts à taux fixes inférieurs au taux moyen.

Les échéances des dettes financières se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2012	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt obligataire	545 000	-	545 000	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 793 129	958 418	1 774 711	60 000
Crédit bail	454 607	147 570	307 037	-
Locations financières	66 646	61 263	5 383	-
Concords bancaires courants	240 099	240 099	-	-
Factoring	111 285	111 285	-	-
Intérêts courus bancaires	6 976	6 976	-	-
Intérêts courus sur emprunts	19 229	19 229	-	-
Autres dettes financières	34 730	30 438	4 292	-
Total	4 269 701	1 573 278	2 636 423	60 000

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillées au paragraphe J/1 « Autres informations, engagements hors bilan ».

9. Provisions courantes et non courantes

Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Provisions pour pensions et assimilés	194 409	158 481	126 836
Provisions pour litiges	168 770	251 645	187 190
Provisions pour impôt	133 474	-	-
Provisions pour charges	15 000	-	-
Total	511 653	410 126	314 026

Les provisions pour litiges concernent des affaires prudhommales avec des anciens salariés. La provision pour impôt fait suite principalement à un redressement de l'évaluation du crédit impôt recherche dans le cadre d'un contrôle fiscal diligenté en 2012.

L'évolution des provisions pour risques s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Au 1 ^{er} janvier de l'exercice	410 126	314 026	283 327
Dotations aux provisions	212 527	138 290	165 526
Reprises de provisions – montants utilisés	(103 986)	(28 284)	(134 827)
Reprises de provisions – montants non utilisés	(7 014)	(33 906)	-
Au 31 décembre de l'exercice	511 653	410 126	314 026

Les échéances des provisions courantes et non courantes se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2012	A 1 an ou plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Provisions pour pensions et assimilés	194 409	-	-	194 409
Provisions pour litiges	168 770	53 770	115 000	-
Provisions pour impôt	133 474	133 474	-	-
Provisions pour charges	15 000	15 000	-	-
Total	511 653	202 244	115 000	194 409

10. Dettes fournisseurs et autres passifs courants

Les dettes fournisseurs et les autres passifs courants s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Dettes fournisseurs	2 252 132	3 129 291	2 522 340
Dettes sociales	1 088 437	864 127	1 117 192
Dettes fiscales	310 340	239 171	232 528
Autres passifs courants	54 284	49 978	179 269
Autres passifs courants	1 473 061	1 153 276	1 528 989
Total dettes d'exploitation	3 725 193	4 282 567	4 051 329

La diminution des dettes fournisseurs résulte principalement de règlements d'échéances élevées en décembre, d'un moindre recours à la sous-traitance en 2012 et à un retour progressif à des conditions de paiement fournisseurs normalisées.

Au 31 décembre 2012, l'échéance de l'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an.

11. Instruments financiers

11.1 Informations au bilan

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IAS 39 et rappelées dans le paragraphe 14 des principes comptables.

Rubriques	Au 31.12.2012			Au 31.12.2011		
	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)
ACTIF EN EUROS						
Clients et comptes rattachés	D	3 009 156	3 009 156	D	2 412 198	2 412 198
Autres actifs courants (2)	D	122 044	122 044	D	809 576	809 576
Autres actifs financiers courants	B	15 334	15 334	B	10 162	10 162
Trésorerie et équivalents de trésorerie	B	1 446 102	1 446 102	B	1 446 974	1 446 974
PASSIF EN EUROS						
Trésorerie passive (3)	B	351 384	351 384	B	694 787	694 787
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	B	9 111	9 111	B	31 470	31 470
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	C	3 918 317	3 918 317	C	3 412 853	3 412 853
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	D	2 252 132	2 252 132	D	3 129 291	3 129 291
Autres passifs courants (4)	D	54 284	54 284	D	49 978	49 978

(1) la valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur

(2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(3) incluant les concours bancaires courants et le factoring

(4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

A : actifs disponibles à la vente. Aucun actif ne répond à cette définition

B : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

C : actifs et passifs évalués au coût amorti

D : actifs et passifs évalués au coût

E : placements détenus jusqu'à l'échéance. Aucun actif ne répond à cette définition.

Les variations de juste valeur et les dépréciations ont été constatées uniquement en résultat. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.

11.2 Informations au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur les exercices 2012 et 2011 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

	Désignation des instruments financiers	Au 31.12.2012	Au 31.12.2011
Produits et charges constatés en résultat opérationnel		29 279	34 026
Dont :			
Résultat de change hors instruments financiers	C	31 601	36 277
Dépréciations des créances clients et autres créances	C	(2 322)	(2 251)
Produits de placement		1 742	4 128
Dont :			
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement et intérêts sur certificats de dépôt et dépôts à terme	B	1 742	4 128
Charges de financement		(171 907)	(202 429)
Dont :			
Charges d'intérêt	C	(171 907)	(202 429)
Autres produits financiers		119 538	52 460
Dont :			
Produits d'intérêt	C	576	-
Gains de change	B	91 433	49 272
Variations de juste valeur sur instruments dérivés	E	27 529	3 188
Autres charges financières		(59 832)	(32 521)
Dont :			
Pertes de change	B	(59 832)	(12 995)
Résultat sur instruments dérivés	E	-	(19 526)

Voir paragraphe 11.1 pour la définition des désignations des instruments financiers

11.3 Gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL
- un objectif de couverture
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat de deux matériaux distincts, le titane et le Peek. Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués.

Risque de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 58 jours au 31 décembre 2012. Pour les clients internationaux ne réglant pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demandé de garantie auprès de la Coface. A fin décembre 2012, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 1 221 000 euros

- crédits documentaires. A fin décembre 2012, le montant garanti par des crédits documentaires s'élève à 25 050 euros (Algérie).

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

En Euros	31.12.2012	31.12.2011
Créances clients brutes	3 108 073	2 508 793
Montant des impayés de plus de 6 mois	109 418	96 595
% du poste client	3,52%	3,85%
Montant des provisions clients	98 917	96 595
% du poste client	3,18%	3,85%
Montant des pertes sur créances irrécouvrables	258	1 262

Risques de liquidité

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement.

Les ressources financières obtenues à l'issue de l'introduction en Bourse combinées aux autres opérations de fonds réalisées postérieurement à celles-ci (pour un total d'environ 30 millions d'euros) ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, de créations de nouvelles filiales et de lancements de nouveaux produits.

Il est cependant possible que le Groupe puisse être amené à lever des fonds supplémentaires si des opportunités de développement de nouveaux produits ou d'acquisitions ciblées de technologies ou de sociétés se présentaient, ou si les besoins en fonds de roulement nécessaires à son expansion sur les nouveaux marchés qu'il convoite, s'avéraient plus importants que prévus.

Avec l'appui d'OSEO qui a délivré une garantie de respectivement 90 % et 70 % des sommes empruntées, le Groupe a obtenu en 2009 et 2010 sur la société MEDICREA INTERNATIONAL deux prêts moyen terme remboursables sur 5 ans de 1,125 millions d'euros chacun, et comportant certaines clauses d'engagements notamment :

- rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés inférieur à 0,33 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt

- interdiction de verser des dividendes si le rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés à la clôture de l'exercice devient supérieur à 0,2 après prise en compte du montant des dividendes dont le versement est projeté.

En 2012, le Groupe a mis en place une nouvelle enveloppe de financements moyen terme pour un total d'1 million d'euros auprès de ses partenaires bancaires et d'OSEO.

Le covenant de dettes financières nettes sur capitaux propres consolidés est bien respecté au 31 décembre 2012. Le covenant sur les dividendes n'est pas applicable à cette même date.

Risques de change

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Les ventes aux filiales américaines et anglaises sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise du pays. Les filiales n'ont donc pas de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises. Au cours de l'exercice 2012, les opérations de ventes à terme mises en place en 2011 ont été débouclées pour 450 000 dollars. De nouvelles opérations de ventes à terme de dollars ont été contractées au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL, portant sur un montant de 1 800 000 dollars, sur la période de novembre 2012 à avril 2013.

Risques de taux

Au 31 décembre 2012, la dette à taux variable est constituée essentiellement de 2 emprunts moyen terme de 1,125 millions d'euros chacun mis en place en décembre 2009 et en juin 2010.

Les 4 premières annuités d'intérêts de l'emprunt mis en place en décembre 2009 ont été couvertes par une opération de CAP à prime nulle et avec barrière activante, ayant les caractéristiques suivantes :

Taux plafond garanti : 2,5 %

Taux plancher : 1,75 %

Barrière activante : 1,2 %

Les 4 premières annuités d'intérêts de l'emprunt mis en place en juin 2010 ont été couvertes par une opération de CAP moyennant le paiement de primes lissées, ayant les caractéristiques suivantes :

Taux plafond garanti : 2,5 %

Montant des primes sur la période de couverture : 9 605 euros.

Risques de variation de cours et impact de conversion sur les indicateurs de performance

Le Groupe a réalisé 50 % de son chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2012 en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA. Cette proportion devrait augmenter au cours des prochains exercices, avec un chiffre d'affaires libellé en dollars qui pourrait potentiellement représenter 60 % des ventes consolidées du Groupe.

Les filiales américaine et anglaise sont facturées dans leur devise fonctionnelle et des couvertures de change ont été mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes (dollars principalement).

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

Une appréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2012, se traduirait mécaniquement par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 1,5 million d'euros et une augmentation d'environ 493 000 euros de son bénéfice opérationnel compte tenu des résultats dégagés par la filiale américaine sur l'exercice 2012 dont la totalité des achats et frais de structure sont engagés en dollars.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquées aux données de l'exercice 2012 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

COMPTE DE RESULTAT

12. Ventilation du chiffre d'affaires et analyse sectorielle

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Europe, Moyen Orient et Afrique	7 091 648	7 026 418	6 934 808
Asie	990 441	771 422	852 978
Amérique du Sud	2 397 891	2 337 266	1 513 787
USA	10 422 651	8 605 331	8 733 585
Océanie	77 183	115 040	128 322
Total	20 679 816	19 055 477	18 163 680

12.1 Compte de résultat sectoriel 2012

En Euros	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume-Uni	Reste du monde	Total (FRS 31.12.2012)
Chiffre d'affaires	4 028 000	10 122 651	1 295 337	5 233 828	20 679 816
Coût des ventes	(1 692 724)	(800 712)	(203 882)	(1 872 405)	(4 569 723)
Marge brute	2 335 276	9 321 939	1 091 455	3 361 423	16 110 093
Frais de recherche et développement	(1 154 205)	(172 188)	-	-	(1 326 393)
Frais de commercialisation	(2 713 365)	(4 207 349)	(788 563)	(776 131)	(8 485 408)
Commissions sur ventes	(31 162)	(2 160 754)	-	(115 656)	(2 307 572)
Frais administratifs	(2 829 073)	(1 067 777)	(234 800)	(12 471)	(4 144 121)
Autres produits et charges opérationnels	(377 893)	-	-	-	(377 892)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(4 770 421)	1 733 871	68 092	2 457 165	(531 293)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(160 140)	(78 522)	(17 634)	-	(256 296)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(4 930 561)	1 635 349	50 458	2 457 165	(793 589)
Coût de l'endettement financier net	(168 981)	2 278	(4 410)	-	(171 113)
Autres (charges) / produits financiers	60 642	-	12	-	60 654
(Charges) / produits d'impôts	(40 021)	(236 540)	(26 514)	-	(303 075)
Résultat net consolidé	(5 085 521)	1 401 087	19 546	2 457 165	(1 207 723)
Résultat Groupe	(5 028 865)	1 401 087	19 546	2 457 165	(1 151 067)
Résultat hors Groupe	(56 656)	-	-	-	(56 656)

12.2 Compte de résultat sectoriel 2011

En Euros	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total (FRS 31.12.2011)
Chiffre d'affaires	4 567 391	8 590 984	1 133 008	4 764 094	19 055 477
Coût des ventes	(3 173 812)	(412 567)	(163 356)	(1 805 075)	(5 554 810)
Marge brute	1 393 579	8 178 417	969 742	2 959 019	13 500 957
Frais de recherche et développement	(1 189 165)	(117 986)	-	-	(1 307 151)
Frais de commercialisation	(2 989 634)	(2 569 655)	(917 554)	(655 656)	(8 132 499)
Commissions sur ventes	-	(1 907 421)	-	(83 855)	(1 991 276)
Frais administratifs	(2 938 658)	(908 598)	(236 829)	-	(4 014 085)
Autres produits et charges opérationnels	338 371	(84 291)	-	-	254 080
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(5 485 607)	1 730 606	(184 641)	2 219 510	(1 720 072)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(444 195)	-	-	-	(444 195)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(5 929 800)	1 730 606	(184 641)	2 219 510	(2 164 265)
Coût de l'endettement financier net	(201 384)	-	73	-	(201 307)
Autres (charges) / produits financiers	22 435	-	510	-	22 945
(Charges) / produits d'impôts	985	(170 290)	108 284	-	(61 021)
Résultat net consolidé	(6 107 764)	1 559 876	(75 770)	2 219 510	(2 464 148)
Résultat Groupe	(6 098 413)	1 559 876	(75 770)	2 219 510	(2 394 797)
Résultat hors Groupe	(9 351)	-	-	-	(9 351)

12.3 Bilan sectoriel 2012

Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2012
Excès d'acquisition	2 419 861	-	-	-	2 419 861
Immobilisations incorporelles	3 597 918	2 901	14 392	-	3 615 211
Immobilisations corporelles	2 127 738	837 444	257 083	119 592	3 341 857
Immobilisations financières	266 315	62 350	-	-	348 665
Impôts différés	68 699	636 523	233 504	-	938 726
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	8 480 531	1 579 218	505 069	119 592	10 684 410
Stocks et en-cours	4 587 425	630 567	300 944	-	5 518 936
Clients et comptes rattachés	900 279	1 284 670	328 465	496 342	2 009 756
Autres actifs courants	1 357 929	49 735	27 979	-	1 435 643
Autres actifs financiers courants	15 334	-	-	-	15 334
Tresorerie et équivalents de trésorerie	1 210 239	114 685	121 178	-	1 446 102
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS	8 071 206	2 082 057	777 866	496 342	11 427 471
TOTAL ACTIF	16 551 737	3 661 275	1 282 935	615 934	22 111 881
Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2012
Capital	1 353 281	-	-	-	1 353 281
Primes d'émission, de fusion, d'apport	34 302 066	-	-	-	34 302 066
Réserves consolidées	(22 451 793)	1 746 621	1 019 398	(2 030 270)	(21 696 044)
Résultat Groupe de l'exercice	(5 028 865)	1 401 087	39 546	2 457 165	(1 151 067)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	8 174 689	3 147 708	1 038 944	446 895	12 808 236
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES	(63 182)	-	-	-	(63 182)
Avances conditionnées	700 612	-	-	-	700 612
Provisions non courantes	309 409	-	-	-	309 409
Impôts différés	150 557	-	-	-	150 557
Dettes financières long terme	2 696 423	-	-	-	2 696 423
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	3 857 001	-	-	-	3 857 001
Provisions courantes	202 244	-	-	-	202 244
Dettes financières court terme	1 573 278	-	-	-	1 573 278
Autres passifs financiers courants	9 111	-	-	-	9 111
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 638 819	338 951	132 088	142 474	2 252 332
Autres passifs courants	1 159 976	174 616	111 907	20 566	1 473 065
TOTAL PASSIFS COURANTS	4 583 228	513 567	243 991	169 040	5 509 826
TOTAL PASSIF	16 551 736	3 661 275	1 282 935	615 934	22 111 881

12.4 Bilan sectoriel 2011

Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2011
Ecarts d'acquisition	2 419 861	-	-	-	2 419 861
Immobilisations incorporelles	3 292 377	3 445	27 047	-	3 622 869
Immobilisations corporelles	2 407 587	987 393	198 593	31 087	3 624 660
Immobilisations financières	278 774	83 973	-	-	362 747
Impôts différés	79 585	855 976	242 015	-	1 177 556
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	8 778 164	1 930 787	467 655	31 087	11 207 693
Stocks et en-cours	4 347 007	664 289	280 578	-	5 291 874
Clients et comptes rattachés	851 417	889 604	360 350	519 827	2 412 198
Autres actifs courants	1 857 456	22 135	19 820	-	1 899 411
Autres actifs financiers courants	36 162	-	-	-	36 162
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 177 398	211 233	58 343	-	1 446 974
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS	8 243 440	1 778 261	519 691	519 827	11 060 619
TOTAL ACTIF	17 021 604	3 709 048	986 746	550 914	22 268 312
Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2011
Capital	1 320 212	-	-	-	1 320 212
Primes d'émission, de fusion, d'apport	33 074 052	-	-	-	33 074 052
Réserves consolidées	(20 297 386)	1 631 529	389 199	(1 709 143)	(10 485 801)
Résultat Groupe de l'exercice	(6 098 413)	1 559 876	(75 770)	2 219 518	(2 394 797)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	7 998 465	3 191 405	813 429	510 367	12 513 666
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES	(6 526)	-	-	-	(6 526)
Avances conditionnées	798 612	-	-	-	798 612
Provisions non courantes	273 481	-	-	-	273 481
Impôts différés	(30 757)	-	-	-	(30 757)
Dettes financières long terme	2 216 915	-	-	-	2 216 915
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	3 419 765	-	-	-	3 419 765
Provisions courantes	136 645	-	-	-	136 645
Autres passifs financiers courants	1 890 725	-	-	-	1 890 725
Dettes financières court terme	31 470	-	-	-	31 470
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 561 748	438 994	94 260	34 289	3 129 291
Autres passifs courants	989 312	78 649	79 057	6 258	1 153 276
TOTAL PASSIFS COURANTS	5 609 900	517 643	173 317	40 547	6 341 407
TOTAL PASSIF	17 021 604	3 709 048	986 746	550 914	22 268 312

13. Décomposition du coût des ventes

La composition de ce poste se répartit comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Achats de sous-traitance	2 886 999	3 940 400	3 197 685
Main d'œuvre (y compris intérim)	1 181 357	1 166 452	1 090 635
Amortissements industriels	188 934	173 813	166 713
Autres coûts de production	312 433	273 855	166 897
Total	4 569 723	5 554 520	4 621 928

14. Ventilation des charges d'amortissement et de dépréciation

Les charges d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

Amortissements	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Droits de propriété industrielle et commerciale	260 682	244 595	231 019
Autres immobilisations incorporelles	751 706	600 008	416 269
Terrains	-	1 103	1 413
Constructions	22	30 514	39 203
Installations techniques, matériel et outillage	1 206 877	1 135 003	482 602
Autres immobilisations corporelles	167 441	156 651	196 517
Total	2 386 728	2 167 874	1 367 023

Dépréciations	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Installations techniques, matériel et outillage	11 000	-	-
Stock	(170 544)	459 680	(174 869)
Clients	2 322	2 251	23 372
Total	(157 222)	461 931	151 497

Les amortissements se ventilent de la manière suivante :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Coûts des ventes	188 934	173 813	166 713
Frais de recherche et développement	986 258	802 910	642 557
Frais de commercialisation	929 503	923 986	408 005
Frais administratifs	293 033	257 165	149 748
Total	2 397 728	2 167 874	1 367 023

15. Charges de personnel

Les frais de personnel se ventilent (hors dépenses d'intérimaires) de la manière suivante :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Coûts des ventes	1 181 357	1 166 452	1 090 635
Frais de recherche et développement (*)	128 506	127 603	105 094
Frais de commercialisation	4 641 740	4 066 591	3 994 144
Frais administratifs	1 605 451	1 497 336	1 447 842
Total	7 557 054	6 857 982	6 637 713

(*) : correspond aux frais de personnel non achetés.

16. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste est notamment composé des dotations et reprises de provisions comptabilisées dans le cadre de litiges salariaux et les frais d'avocats afférents (64 000 euros en 2012), ainsi que des plus et moins values de cessions d'immobilisations.

Pour l'exercice 2012, il comprend également une charge de 270 000 euros correspondant à des honoraires engagés pour la mise en place d'accords et/ou de partenariats stratégiques visant à valoriser les produits innovants développés récemment.

17. Coût de l'endettement, autres produits et charges financiers

Ces éléments s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Intérêts sur emprunts	87 465	113 023	71 312
Intérêts sur découverts	7 520	10 313	49 948
Intérêts sur factoring	3 575	5 533	6 157
Intérêts sur location financement	21 075	31 178	22 184
Garantie Osos sur emprunts	26 139	36 800	49 695
Autres charges / (produits) financiers	7 910	4 660	14 769
Intérêts sur obligations remboursables	17 829	-	20 468
Coût de l'endettement financier net	171 113	201 307	234 533
Gains / (pertes) de change	39 131	19 112	(15 832)
Plus value latente sur VMP	1 523	5 833	1 780
Autres produits / (charges) financiers	60 654	22 945	(14 052)

18. Charges et produits d'impôt

Cette rubrique concerne les impôts différés constatés sur la période et de certains impôts courants dans la filiale américaine.

Les crédits d'impôt et rappels de crédits d'impôt ont été comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche a été constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 432 501 euros (245 775 euros en 2011) et le rappel de crédit impôt recherche suite au contrôle fiscal en augmentation de ces même frais pour un montant de 125 480 euros.

19. Analyse du taux d'imposition

Au 31 décembre 2012, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Résultat net consolidé	(1 207 723)	(2 404 148)	(2 464 500)
Impôts sur les résultats	(303 675)	(61 521)	(520 618)
Résultat avant impôts	(904 048)	(2 342 627)	(1 943 882)
Paiement en actions	(263 003)	(440 277)	(304 943)
Résultat imposable	(640 445)	(1 902 350)	(1 638 939)
Ajustement crédit impôt recherche	(308 349)	(245 775)	(278 818)
Ajustement impôts d'Etats US	(65 189)	-	-
Résultat imposable hors ajustements	(1 013 983)	(2 148 125)	(1 917 757)
Profit / (charge) d'impôt théorique @ 33,33 %	337 961	715 970	546 250
Ecart de taux sociétés étrangères	(5 147)	(64 945)	(3 717)
Impôts sur différences permanentes	(44 577)	125 902	(30 991)
Déficits reportables non actives	(462 741)	(435 800)	(894 930)
Déficits antérieurs arrivés et passés en pertes	(47 805)	-	-
Correction taux d'impôt	-	-	(66 445)
Plafonnement des impôts différés actifs	(13 497)	(421 047)	(160 398)
Ajustement impôts d'Etats US	(65 189)	-	-
Autres	(680)	18 459	(3 552)
Profit / (charge) d'impôt comptabilisé	(303 675)	(61 521)	(520 618)

20. Résultat par action

Le résultat par action de base et dilué évolue comme suit :

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Nombre total d'actions	8 372 214	8 014 097	7 707 334
Résultat net part du Groupe	(1 151 067)	(2 394 797)	(2 507 774)
Résultat de base par action	(0,14)	(0,30)	(0,33)

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Nombre total d'actions après effet dilué	8 781 094	8 395 668	8 120 202
Résultat net part du Groupe	(1 151 067)	(2 394 797)	(2 507 774)
Résultat net par action dilué	(0,13)	(0,29)	(0,31)

J/ AUTRES INFORMATIONS

1. Engagements hors bilan

- Engagements donnés dans le cadre de crédit moyen terme

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Nantissements de fonds de commerce (1)	4 554 000	4 180 000	4 760 000
Gage sur instruments financiers (2)	203 550	203 550	203 550
Garanties solidaires (3)	560 000	560 000	160 000
Gages espèces (4)	22 500	15 000	-

(1) nantissements sur fonds de commerce en garantie d'emprunts bancaires

(2) Sicav monétaires garantissant un emprunt octroyé pour l'acquisition de brevets et une caution bancaire pour paiement de loyers.

(3) garanties pour un crédit de trésorerie de 160 000 euros et un emprunt moyen terme de 400 000 euros.

(4) retenues de garanties conservées par OSEO comme gages espèces lors de la mise en place d'un prêt participatif de 300 000 euros et d'un prêt export de 150 000 euros.

- *Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédit court terme*

En Euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Autorisations de découverts confirmées		245 000	45 000
Cessions de créances commerciales - Daily	300 000	300 000	300 000
Avals et cautionnements divers (1)	61 057	-	-
Contre garanties OSEO (2)	1 566 317	1 649 150	1 798 238

(1) standby letter de MEDICREA INTERNATIONAL en faveur de FORTIS Londres en contre-garantie d'une ligne de crédit de 50 000 GBP accordée à MEDICREA TECHNOLOGIES UK et qui n'avait plus d'effet au 31 décembre 2012.

(2) contre-garanties accordées par OSEO à MEDICREA INTERNATIONAL en faveur des partenaires bancaires lors de la mise en place de certains financements moyens terme.

Le montant total des découverts autorisés mais non confirmés au 31 décembre 2012 s'élève à 560 000 euros.

- *Autres engagements*

Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, les conventions collectives applicables ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

Le volume d'heures de droit à la formation (DIF) acquis par les salariés des sociétés françaises du Groupe et n'ayant pas jusqu'à présent donné lieu à demande d'utilisation s'élève à 5 194 heures au 31 décembre 2012. Le Groupe ne dispose pas du recul statistique nécessaire et n'est par conséquent pas en mesure de chiffrer de façon fiable l'utilisation future qui sera faite de ce droit par les salariés. Compte tenu de la possibilité pour le Groupe d'intégrer l'essentiel du coût de ce droit dans son plan de formation générale, aucune provision n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2012.

2. Effectif

L'effectif par collège et par zone géographique se répartit comme suit

	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Cadres	42	48	44
Agents de maîtrise - Employés	55	55	51
Total	97	103	95
Dont France	70	70	68
Dont Royaume Uni	6	11	9
Dont Etats-Unis	21	23	18

3. Avantages au personnel – Indemnités de fin de carrière

La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par les conventions collectives dont dépendent les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE ainsi que MEDICREA TECHNOLOGIES (respectivement Import/ Export et Métallurgie de Charente Maritime) fait l'objet d'une provision enregistrée en passif non courant. L'engagement correspondant est évalué sur une base annuelle à partir des caractéristiques propres à ces sociétés et de facteurs d'évolution externe résumés comme suit :

- âge de départ à la retraite : âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement
- taux de charges sociales : ajusté en fonction du statut du salarié et de la société. En moyenne, les taux sont de 45 % pour les cadres et 39 % pour les non cadres
- taux de revalorisation des salaires : 2 %
- mode de départ : à l'initiative du salarié
- table de mortalité : INSEE TD/TV 2008-2010 par sexe
- mobilité annuelle : en fonction du collège (cadres et non cadres) et en fonction de l'âge, avec un taux de rotation nul au delà de 50 ans
- taux d'actualisation : 3 %, basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé de grande qualité en euros à la date de l'évaluation, en application de la recommandation du CNC.

Le montant des droits acquis provisionnés au 31 décembre 2012 s'élève à 194 409 euros, comparé à 158 482 euros au 31 décembre 2011.

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Pour les filiales étrangères du Groupe, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

4. Avantages au personnel – Paiement fondé sur des actions

4.1. Description des plans existants

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006 et 25 juin 2009 ont délégué au Conseil d'Administration l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et l'attribution d'actions gratuites. Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010 et 16 juin 2011 ont attribué des options de souscription d'actions et des actions gratuites. L'Assemblée Générale du 14 juin 2012 a renouvelé, pour une durée de 26 mois, les délégations au Conseil d'Administration en matière d'attribution d'actions gratuites et de stock-options. Le conseil n'a pas fait usage de cette délégation au cours de l'exercice 2012.

- Options de souscription

Les options attribuées sont dénouables en actions (dénouement en instruments de capitaux propres au sens de la norme IFRS 2).

Les principales caractéristiques des plans d'options en vigueur sont les suivantes :

Le principe général est qu'un tiers des options attribuées est exerçable chaque année :

Date d'attribution (Date du Conseil d'Administration)	05.06.08	25.06.09	17.12.09	17.06.10	16.06.11
Nombre d'options attribuées	25 215	99 200	15 000	112 800	95 500
Prix de souscription	6 €	6,16 €	6,32 €	6,14 €	9,10€
Période d'acquisition des droits	0-2 ans ⁽¹⁾	1-3 ans ⁽²⁾	0-2 ans ⁽²⁾	1-3 ans ⁽³⁾	1-3 ans ⁽⁴⁾
Durée de vie des options	10 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans

(1) Tous les droits ont été acquis le 05 juin 2010

(2) L'intégralité des droits sont acquis au 25 juin 2012

(3) Les deux tiers des droits sont acquis au 17 juin 2012 et le tiers restant le sera le 17 juin 2013

(4) Un tiers des droits acquis le 16 juin 2012, un tiers le sera le 16 juin 2013 et un tiers restant le 16 juin 2014

L'acquisition des options est subordonnée à la présence du salarié dans l'entreprise à la date d'acquisition. Sur les 348 815 options attribuées, compte tenu des départs des salariés intervenus depuis, 44 233 options ont été annulées ce qui porte à 304 482 au 31 décembre 2012 le nombre d'options attribuées.

- Actions gratuites

113 284 actions ont été attribuées depuis 2008. Ces actions sont acquises par le bénéficiaire au terme d'une période de deux ans pour les salariés français et de quatre ans pour les salariés américains. Compte tenu des départs de salariés intervenus au cours des exercices 2008 à 2012, le nombre d'actions gratuites attribuées aux salariés s'élève à 105 348, après annulation de 7 936 actions.

4.2. Evolution du nombre d'instruments en circulation

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2012 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.11	328 715	5,50	7,42	59 184	0,11	1,88
- attribuées						
- annulées	24 233	4,93	7,42	345	0,11	-
- expirées						
- exercées (1)				26 539		
Solde au 31.12.12	304 482	4,47	6,90	32 300	0,84	1,07

(1) : correspond aux 2 419 actions gratuites attribuées aux salariés américains en 2009, et 24 120 actions gratuites attribuées aux salariés français en 2010 dont la période d'acquisition est désormais > à 2 ans

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2011 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.10	239 048	6,15	6,13	104 128	0,57	2,88
- attribuées	95 500	6,46	10,58	3 500	1,46	-
- annulées	5 833	5,15	6,13	3 000	0,07	-
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées (1)	-	-	-	45 444	-	-
Solde au 31.12.11	328 715	5,50	7,42	59 184	0,11	1,88

(1) : correspond aux actions gratuites attribuées aux salariés français en 2008 et en 2009, dont la période d'acquisition est désormais > à 2 ans.

Aucune option n'a encore été exercée au 31 décembre 2012.

4.3. Impacts comptables des instruments attribués

Conformément à la norme IFRS 2, les instruments de rémunération sur base d'actions sont comptabilisés comme des charges de personnel à hauteur de la juste valeur des instruments attribués, évaluée à la date d'attribution. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits :

- pour les options de souscription accordées le 5 juin 2008, un tiers de la juste valeur est reconnue tout de suite, un tiers sur un an et un tiers sur deux ans,
- pour les options de souscription accordées le 25 juin 2009, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les options de souscription accordées le 17 décembre 2009, un tiers de la juste valeur est reconnue tout de suite, un tiers entre la date d'acquisition et le 25 juin 2011 et un tiers entre la date d'acquisition et le 25 juin 2012,
- pour les options de souscription accordées le 17 juin 2010, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les options de souscription accordées le 16 juin 2011, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue sur deux ans hormis pour les bénéficiaires américains pour lesquels la durée est de quatre ans.

Le Groupe utilise un modèle de Black & Scholes pour estimer la juste valeur des options de souscription attribuées. Cette méthode repose sur des hypothèses déterminées à la date d'évaluation telles que la volatilité attendue du titre MEDICREA, le taux sans risque et le taux de dividendes attendus.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celles des titres d'un échantillon de sociétés comparables, compte tenu du faible historique récent de cours disponible sur le titre MEDICREA.

La durée de vie attendue des options a été calculée comme la moyenne entre la durée d'acquisition des droits et la durée de vie contractuelle de l'instrument. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

Sur la base de ces hypothèses, les résultats pour ces plans sont présentés dans le tableau suivant :

Date d'attribution	Type	Nombre d'instruments en circulation	Prix d'exercice (en €)	Prix de l'action à la date d'attribution (en €)	Taux de dividende	Volatilité attendue	Taux sans risque	Juste valeur en €	Charge comptable 2012 K€	Charge totale du plan K€
05.06.2008	Option	25 215	6,00	5,73	0%	40%	4,44%	2,74	-	69
05.06.2008	Action	17 153	Gratuite	5,73	0%	-	-	5,73	3	98
25.06.2009	Option	92 283	6,16	6,55	0%	40%	2,89%	3,77	8	256
25.06.2009	Action	40 700	Gratuite	6,55	0%	-	-	6,55	16	267
17.12.2009	Option	14 000	6,09	5,96	0%	40%	2,54%	2,38	2	71
17.12.2009	Action	2 000	Gratuite	5,96	0%	-	-	5,96	-	12
17.06.2010	Option	106 131	6,14	6,22	0%	40%	1,83%	2,34	54	254
17.06.2010	Action	41 985	Gratuite	6,22	0%	-	-	6,22	56	261
16.06.2011	Option	38 417	9,10	9,40	0%	33%	2,37%	3,06	37	87
16.06.2011	Option	38 610	11,27	9,40	0%	33%	2,37%	3,92	70	179
16.06.2011	Action	3 500	Gratuite	9,40	0%	-	-	9,43	17	33
TOTAL		410 004							263	1 549

Le nombre d'instruments en circulation indiqué dans le tableau ci-dessus et déterminé selon la norme IFRS 2 diffère de celui détaillé au paragraphe 4.2. La différence provient des droits d'options acquis non exercés par les salariés dans les 3 mois suivants leur départ effectif du Groupe. Selon la norme IFRS 2, ces droits doivent être maintenus pour le calcul de la charge de chaque plan alors que, sur un plan juridique, ces droits sont définitivement perdus par les salariés.

5. Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

MEDICREA INTERNATIONAL compte 2 dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Mr Denys SOURNAC, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Mr Jean Philippe CAFFIERO, Directeur Général Délégué de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur Denys SOURNAC n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la société MEDICREA INTERNATIONAL. La holding d'animation ORCHARD INTERNATIONAL, dont Monsieur Denys SOURNAC est co-gérant, perçoit des honoraires pour les fonctions de Direction Générale de MEDICREA INTERNATIONAL assurée par Monsieur Denys SOURNAC. Ces honoraires sont versés via un contrat d'animation entre ORCHARD INTERNATIONAL et MEDICREA INTERNATIONAL. Le montant des prestations facturées par ORCHARD à MEDICREA INTERNATIONAL au titre de l'exercice 2012 pour les travaux effectués par Monsieur Denys SOURNAC s'est élevé à 292 000 euros HT (inchangé par rapport à 2011).

Mr Denys SOURNAC n'a pas perçu de la société MEDICREA INTERNATIONAL d'autres rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects autres que ceux mentionnés ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 3 429 euros en 2012 (2 000 euros en 2011).

Mr Jean Philippe CAFFIERO n'est pas rémunéré pour son mandat de Directeur Général Délégué. Les prestations de direction des ventes export de Monsieur Jean Philippe CAFFIERO sont facturées par ORCHARD INTERNATIONAL, dont il est co-gérant, à MEDICREA INTERNATIONAL, via le contrat d'animation qui lie les deux sociétés.

ORCHARD INTERNATIONAL a facturé, au 31 décembre 2012, la somme de 171 312 euros HT à MEDICREA INTERNATIONAL au titre des missions de direction des ventes exercées par Monsieur CAFFIERO (151 424 euros HT en 2011).

Mr Jean Philippe CAFFIERO n'a pas perçu d'autres rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects autres que ceux mentionnés ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 3 429 euros en 2012 (2 000 euros en 2011).

6. Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société ont évolué comme suit :

	Au 31 décembre 2012			Au 31 décembre 2011		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Orchard International (1)	1 727 490	20,42	30,20	1 727 490	20,94	31,89
Denys Sournac	188 000	2,22	3,35	188 000	2,28	3,54
Jean Philippe Caffiero	247 589	2,93	4,27	247 589	3,00	4,51
Autres Administrateurs						
Patrick Bertrand (2)	96 080	1,13	1,01	96 080	1,16	1,04
Christophe Bonnet	52 128	0,62	0,91	51 064	0,62	0,85
Jean Joseph Moreno	22 900	0,27	0,34	22 900	0,28	0,36
Marc Recton	12 500	0,15	0,22	12 500	0,15	0,24
François Régis Ory (2)	96 333	1,14	0,86	96 333	1,17	0,91
Total	2 443 020	28,88 %	41,16 %	2 441 956	29,60%	43,44%

(1) : Actions détenues par Denys Sournac et Jean Philippe Caffiero par l'intermédiaire de la holding ORCHARD INTERNATIONAL. Au 31 décembre 2012 le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit:

- Société civile Denys Sournac Company	57,15 %
- Société civile PLG Invest	33,13 %
- Amélie SAS	5,01 %
- Famille Caffiero	4,69 %
- Denys Sournac	0,02 %

(2) : Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

7. Informations relatives aux parties liées

Comme mentionné au point 5 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture différentes prestations aux sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA TECHNOLOGIES (jusqu'en 2010) dont les montants ont évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

En Euros	Montant HT facturé 2012	Montant HT facturé 2011	Montant HT facturé 2010
A MEDICREA INTERNATIONAL	694 410	661 165	242 958
Prestations management	292 000	292 000	186 333
Refacturation personnel	151 498	152 000	37 998
Refacturation directeur délégué	171 312	151 424	12 500
Refacturation frais directeur délégué	48 283	53 741	3 627
Quota part sur-frais	11 000	12 000	2 500
Loyer et charges locatives	20 317	-	-
A MEDICREA TECHNOLOGIES	-	-	75 000
Total	694 410	661 165	317 958

8. Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA TECHNOLOGIES sont intégrées au sein du même groupe fiscal, la société MEDICREA INTERNATIONAL en qualité de maison mère, étant seule redevable de l'impôt sur les sociétés à raison du résultat d'ensemble réalisé par le Groupe. La société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, détenue à hauteur de 70 % n'est pas intégrée. Les économies découlant de l'application de la convention d'intégration sont conservées par la société mère.

K/ EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.

Aucun élément n'est à reporter.